

CONGRES NATIONAL DE L'ANACR

25, 26, 27 OCTOBRE 2002
A NEVERS

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDE DANS LA CLANDESTINITE EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1134-1135 - MARS-AVRIL 2002



Le 5 mars dernier, au théâtre municipal de Montélimar : des centaines de jeunes, rassemblés à l'appel des « Amis de la Résistance (ANACR) » pour entendre le message de la Résistance, contre le fascisme (voir page 2).

LE DRAME DU PROCHE-ORIENT

Après la dernière Assemblée Générale nationale de l'U.F.A.C., le Bureau National de l'A.N.A.C.R. approuvait à l'unanimité le communiqué mis au point par celle-ci, avec la participation des délégués de notre association.

Rappelons-en l'essentiel, insistant avec plus de force que jamais sur le dernier paragraphe, qui a récemment donné lieu à une nouvelle déclaration du secrétaire général de l'O.N.U., M. Kofi Annan :

" Réaffirme que seule l'existence d'un Etat palestinien viable à côté d'un Etat d'Israël dont la sécurité sera garantie, permettra d'en finir avec l'engrenage de la violence dans cette partie du monde ; il conviendrait que les nations qui, par leurs comportements actifs ou passifs, concourent à ce qu'elle perdure, revoient leurs attitudes ; considère que l'Etat d'Israël et les représentants désignés

de l'autorité palestinienne doivent, sans délai, reprendre les contacts indispensables à une négociation ; estime que la France, l'Europe et les Nations Unies ont un rôle à jouer pour aider à l'arrêt de la violence et à l'ouverture de nouvelles discussions sur la base du rapport Mitchell, des accords d'Oslo et des résolutions de l'ONU ; recommande l'envoi d'une force de protection multinationale sous mandat de l'ONU afin d'assurer la protection des populations israélienne et palestinienne ".

Le 18 avril, M. Kofi Annan a déclaré : " La situation est devenue si dangereuse que la Communauté Internationale est dans l'obligation de fournir une telle assistance ", précisant que la formation multinationale proposée relèverait du chapitre VI de la charte de l'Organisation des Nations-Unies.

POUR LA RÉPUBLIQUE, POUR LA FRANCE...

COMMUNIQUÉS

A.N.A.C.R.

Composée de résistants ayant appartenu à tous les mouvements et réseaux, à toutes les organisations membres du Conseil National de la Résistance, et se réclamant de toutes les familles de pensée attachées à la République et à l'humanisme affirmé par les plus grandes pages de son histoire, l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance (A.N.A.C.R.), combat inlassablement depuis des dizaines d'années les individus et les organismes qui s'inspirent des idéologies vaincues en 44 et 45 au prix de terribles sacrifices : le racisme, la xénophobie, les méthodes fascistes et pétainistes de direction du pays.

Bouleversée par le pourcentage de suffrages obtenus, lors de l'actuelle élection présidentielle, par un candidat qui a connu des condamnations et une suspension de mandat électoral pour violation des lois protégeant le moral de la Nation de ces idéologies criminelles, l'Association appelle les électeurs fidèles à la France du Général de Gaulle, de Jean Moulin, de Pierre Brossolette, de Danielle Casanova, de Jacques Renouvin et de tant d'autres à s'unir et à unir autour d'eux les Français attachés à la dignité de leur pays.

Paris le 22 avril 2002

*
*

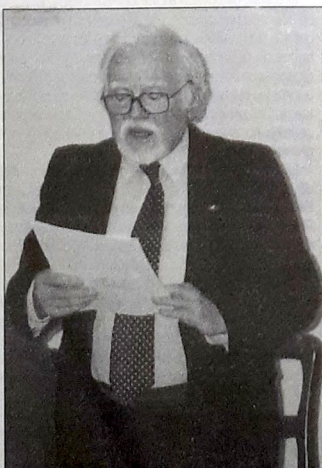
Amis de la Résistance (ANACR)

Rassemblant, aux côtés des Résistants regroupés dans l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance (ANACR), des femmes et des hommes de toutes opinions démocratiques, les " Amis de la Résistance (ANACR) ", qui s'assignent pour mission de perpétuer le souvenir du rôle joué par la Résistance dans la libération de la France et pour y restaurer la démocratie, ainsi que de poursuivre son combat pour les valeurs humanistes, démocratiques et nationales qui l'inspirent, n'ont pas vocation à intervenir dans les débats électoraux et encore moins à donner des consignes de vote.

Mais, le résultat du premier tour de l'élection présidentielle pose un problème d'une toute autre nature : c'est, avec le score cumulé à près de 20% de Le Pen et Maigret, l'irruption avec effraction dans le choix proposé aux Français pour le second tour des idées de haine puisant leur source dans les idéologies du fascisme et de la collaboration pétainiste vaincues en 1944 et 1945.

C'est là une situation grave, qui appelle la mobilisation et le rassemblement de tous ceux qui refusent le racisme, la xénophobie et les menaces contre la démocratie.

Paris, le 22 avril 2002
Le Secrétaire National
des " Amis de la Résistance (ANACR) ".



MAURICE CAMUSET,
membre du Bureau National,
Président
du Comité départemental
de l'ANACR de l'Aube,
n'est plus.

L'ANACR EN DEUIL

Lorsque la guerre éclate, Maurice Camuset a 19 ans et travaille à l'atelier de peinture des ateliers SNCF de Romilly. C'est là qu'il vivra en mai 1940 la désorganisation face à l'avance foudroyante des troupes allemandes, avant de partir à bicyclette avec sa fiancée, Gisèle, sur les routes de l'exode.

Puis ce sera début juillet le retour à Romilly, avec, ainsi qu'il l'a raconté dans l'autobiographie résistante qu'il publia en 1985, " La Vie d'un Franc-Tireur et Partisan Français, Ariel, matricule 3060 ", le choc du premier uniforme allemand aperçu à la ligne de démarcation. Dès ces premiers instants, ces premiers jours, ces premières semaines, cela va être pour Maurice Camuset le refus.

(Suite en page 8)

LE GENERAL ROBERT CASSO

Le général Robert Casso, ancien commandant de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris, membre du Comité d'Honneur national de l'ANACR et Président d'Honneur de son Comité de Paris, est décédé le 25 février dans sa 90^e année.

(Suite en page 3)

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Les Amis de la Résistance (ANACR).
- P. 3 : Fusillé en 1943, reconnu résistant... en 2002.
- P. 4 et 5 : Sur la plus grande lacune de la mémoire. Résurgences fascistes...
- P. 6 et 7 : La vie de l'Association. Nos deuils.
- P. 8 : Corse : premier département libéré.

LES « AMIS DE LA RESISTANCE (ANACR) » • LES « AMIS DE LA RES

MONTEILMAR :

DEPORTÉES PARCE QUE RESISTANTES

C'est sous cette présentation que les "Amis de la Résistance (ANACR)", de Montélimar, avec le soutien du groupe départemental des "Amis" de la Drôme, du Comité départemental de l'ANACR, de la ville de Montélimar et du Conseil général avaient invité le 5 mars dernier les lycéens et la population de Montélimar à venir rencontrer Lise London et Michèle Agniel lors de leur désormais annuelle journée d'information sur la Résistance, laquelle a eu la participation, lors des années précédentes, de Pierre Sudreau, Henri Rol-Tanguy, Denise Vernay, Violette Maurice, Marie-Jo Chombart de Lauwe, Robert Chambeiron...

Cette année, ce sont deux résistantes déportées qui sont venues à la rencontre des Drômois, jeunes et moins jeunes, pour témoigner de leur combat et dire leurs révoltes et leurs espérances.

Lise London, d'une famille d'origine espagnole, militante communiste avant guerre, qui participa en Espagne aux côtés des républicains à la lutte contre la rébellion franquiste appuyée par Hitler et Mussolini, entra tout naturellement dans la Résistance à l'occupant nazi et au régime de Vichy, militant au sein des Jeunesses communistes clandestines, organisant des comités de femmes, et participant à la direction de l'Union des Femmes Patriotes en Ile-de-France. Arrêtée le 12 février 1942, à la suite d'une manifestation de femmes à Paris, elle est condamnée le 16 juillet 1943 par le Tribunal d'Etat à la peine de mort, commuée en travaux forcés à perpétuité. Après un internement à Fresnes, elle sera déportée à Ravensbrück le 16 mai 1944. Lors de la débâcle nazie, elle réussira à s'évader d'un convoi de la mort dans la nuit du 13 au 14 avril 1945.

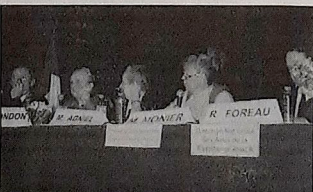
Michèle Agniel, lycéenne de 14 ans au moment de la défaite, était d'une famille qui, indignée par le discours de capitulation de Pétain et ayant eu la chance de pouvoir entendre l'appel du Général de Gaulle, devint résistante. Ainsi, Michèle Agniel distribua tracts et journaux clandestins et, à partir d'août 1943, participa au convoiement d'aviateurs alliés abattus et à la confection de faux papiers. Arrêtée avec sa famille le 28 avril 1944 lors d'une descente de la Milice, elle est déportée le 19 août suivant par le dernier convoi qui quitta Fresnes. Ce sera le camp de Ravensbrück, Torgau, Königsberg-sur-Oder où elle est libérée avec sa mère par l'Armée rouge le 5 février 1945.

Comment alors s'étonner de l'intérêt suscité par la visite à Montélimar de ces deux résistantes ? Le 5 mars au matin, plus de 300 collégiens et lycéens se pressaient dans le théâtre municipal pour écouter leurs témoignages, passionnants et souvent bouleversants. Le soir à 18 heures, une assistance plus âgée mais aussi nombreuse avait réinvesti les mêmes lieux avec la même attention passionnée.

Les débats, animés par Mireille Monier-Lovie et Jean Lovie, respectivement présidente et secrétaire générale du Groupe départemental des "Amis de la Résistance (ANACR)" de la Drôme, permirent tout à la fois aux deux invitées de dire ce que fut l'horreur des camps qu'elles connurent mais aussi et surtout les motivations de leur combat de résistance, un combat qu'elles poursuivirent dans les camps, un combat qu'elles estiment toujours actuel dans un monde où les injustices, le racisme, le fascisme sont toujours présents.

Une grande leçon d'humanisme, d'histoire et d'instruction civique.

De gauche à droite, on reconnaît Jean Lovie, Lise London, Michèle Agniel, Mireille Monier-Lovie et Robert Foreau.



ISERE : DES « PASSEURS DE MEMOIRE »

Nous publions ci-dessous l'essentiel de l'intervention de Martine Peters, présidente départementale des "Amis" lors du Congrès départemental de l'ANACR de l'Isère, tenu à Pontcharra le 9 mars dernier.

Les "Amis de la Résistance" ne sont pas les vieillards compassés de l'une des cendres d'une Résistance refroidie et canonisée ; ils ne se contentent pas de déposer des chrysanthèmes au pied des stèles. Les "Amis" n'ont pas été acteurs durant les années terribles de la Seconde Guerre mondiale et n'ont aucune prétention à témoigner. Nous disons aussi : "ils sont les témoins des témoins". La formule est inexacte : répéter, parfois d'une façon approximative, ce que l'on a entendu n'a que peu d'intérêt. En réalité, les "Amis" sont des passeurs de mémoire, le vecteur pour porter à la connaissance du plus grand nombre cette histoire de la Résistance, des Résistants, toujours d'actualité !

C'est bien de cela qu'il s'agit : montrer la Résistance telle qu'elle a été, sans fioriture, sans l'embellir outrageusement, mais sans rien gommer ni minimiser. En somme la Résistance, rien que la Résistance mais toute la Résistance.

Ce qui compte plus encore que la Résistance avec un grand "R", ce sont les Résistants. Les raisons d'agir plus que les actes. Est-ce à dire que les actes ne comptent pas ? Bien évidemment non ! Ce sont des pierres noires et rouges accrochées au chemin de la connaissance, au chemin de notre cœur. Pour les hommes et les femmes qui ont ajouté chacune de ces pierres à la reconstruction de nos libertés, au prix de leur sang, au prix de leurs souffrances, au prix de leur vie, notre reconnaissance et notre émotion ne faiblissent pas ; nous nous devons de faire savoir tout le poids de ces actes, surtout les plus modestes, dans la victoire finale. Quand les enseignants ne s'intéressent qu'aux témoignages d'actions, quand certains se prétendent historiens se limitent à ne retenir que les événements, quand certains Résistants eux-mêmes se contentent d'énumérer un catalogue de coups de main, la réalité de la Résistance est déformée, les acteurs d'alors ne s'y retrouvent pas.

Ce qui devrait prendre de plus en plus d'importance aujourd'hui, et que l'on n'évoque pas assez, que ce soit dans les travaux d'historiens, les discours, les témoignages, les expositions, ce sont les premiers temps de la Résistance, et même au risque de choquer certains, les temps d'avant la Résistance. Il peut paraître irrévérencieux de vouloir faire connaître la Résistance en parlant d'avant sa création, mais ce qui importe ce sont "les Résistants".

C'est dans la conscience d'un grand nombre de femmes et d'hommes des années trente qui se sont forgées au niveau des idées les armes qui permettront de donner naissance, d'abord en 1940 aux résistances nombreuses et souvent sporadiques puis à la Résistance, avec la création du Conseil National de la Résistance en 1943. Ces femmes et ces hommes n'ont pas attendu l'invasion allemande et la capitulation pétainiste pour s'engager, entraînant dans leur sillage de plus jeunes. Qu'un Jean Moulin, alors préfet, puisse tout risquer pour un principe de justice, au seul appel de sa morale exigeante, pour défendre face à l'envahisseur des soldats de couleur, et qu'il sacrifie trois ans plus tard sa vie, illustre de manière éclatante que la Résistance n'est pas née comme on voudrait le faire croire en 1941, ou pour certains encore plus tard.

Ces femmes et ces hommes ont donné à la Résistance ses couleurs, ses envies, ses enthousiasmes, ses espoirs, ses victoires. Ils ont été, à travers tous les soubresauts de l'histoire, fidèles à leur passé, à leurs idéaux, à leurs copains tombés au champ de l'honneur de la France, sûrs malgré tous les événements, les remises en questions, les doutes, aux cours des décennies écoulées depuis la libération, de ne pas, alors, s'être trompés de combat. Nous n'avons pas le droit de les rayer, nous n'avons pas le droit de faire comme si, de ce creuset bouillonnant d'idées généreuses, n'était pas issue la Résistance. Notre travail de mémoire, à nous "Amis de la Résistance (ANACR)", c'est aussi de donner toute sa place à ce morceau de l'histoire.

Des enseignants aux élus, en passant par les historiens, les journalistes et les anciens combattants. Tout le monde parle de la fidélité à la mémoire ! Mais la fidélité à l'esprit de la Résistance, c'est la fidélité à ce qui a motivé les Résistants, aux raisons qui les ont poussés à s'engager, la fidélité à la lutte contre le fascisme, la fidélité aux valeurs qu'ils ont défendues, rétablies et pour lesquelles beaucoup sont morts. Si les "Amis de la Résistance" se mobilisent, c'est justement pour être fidèles à ces valeurs qui cimentent notre démocratie. Ils veulent qu'au travers de ce passé, distant de 60 ans mais encore si présent dans notre histoire actuelle, les jeunes puissent comprendre les événements actuels. Les motivations d'alors sont comme une loupe pour appréhender la réalité d'aujourd'hui, les faire c'est rendre le miroir opaque, c'est vider la Résistance de sa substantifique moelle et la réduire à un moment certes fort mais définitivement inscrit et terminé dans les livres scolaires comme les victoires de Vercingétorix, l'épopée napoléonienne ou même le terrible combat des poilus de 14-18.

Il serait enfin plus que temps que les enseignants dans leurs cours (...) que les discours des responsables politiques dans notre pays, marquent cet attachement aux valeurs de la Résistance et rappellent que la lutte des Résistants et des Résistantes fut la lutte contre le fascisme et qu'elle ne s'est pas achevée le 8 mai 1945.

Les "Amis de la Résistance" veulent poursuivre ce combat là ! Celui démocratique contre les résurgences néofascistes... Ils demandent à tous ceux, du simple citoyen au plus haut responsable, qui partagent leurs objectifs de s'engager à leur côtés, en

ne se suffisant pas de déclarations d'amitié ni d'une lettre de soutien. A tous ceux qui évoquent le devoir de mémoire (l'exigence de mémoire pourrait-on préférer dire, devoir cela fait penser à un pensum d'écolier), il faut rappeler que la première nécessité est de mettre en concordance les mots et les actes.

Si nous associations toujours le nom de l'ANACR à celui des "Amis de la Résistance" c'est parce que nous nous considérons comme les héritiers moraux de l'ANACR et de ceux qui l'ont faite. Cet héritage, auquel nous prétendons, nous crée des obligations. Premièrement tout mettre en œuvre pour que l'ANACR vive le mieux et le plus longtemps possible pour continuer à agir, à revendiquer, à affirmer. Les "Amis" se retrouvent, membres associés, au sein de la direction nationale, des directions départementales et locales de l'ANACR, ils y prennent leurs parts de responsabilités, de travail. Mais hélas pas assez et dans les deux sens. C'est à dire qu'ils doivent plus s'impliquer, se proposer pour aider les comités ANACR, dont les responsables doivent plus leur confier des tâches y compris celles de les représenter quand c'est nécessaire à l'extérieur, lors de commémorations, du concours de la Résistance, d'interventions diverses. Ce n'est que dans un partenariat confiant et réciproque que les "Amis", au contact des résistants, apprendront tant l'histoire de la Résistance que celle de la vie de l'association, et que les résistants pourront regarder sans crainte le jour où leurs forces diminuant les obligeront à ralentir ou arrêter leurs activités puisque la relève sera assurée par des Amis, conscients, sérieux et respectueux de la totalité de l'héritage.

L'Association des "Amis de la Résistance" doit par ailleurs nécessairement avoir une vie propre et active, non pas complètement indépendante de l'ANACR (...), à laquelle les résistants n'hésitent pas à transmettre, à léguer, à encourager, s'impliquant pour aider à sa croissance harmonieuse. A chaque comité local de s'impliquer dans la campagne d'adhésions que conjointement les directions nationales de l'ANACR et des Amis de la Résistance (ANACR) ont décidé de lancer pour cette année afin que le chiffre national actuel de 10.200 membres progresse très sensiblement jusqu'au Congrès National de Nevers en Octobre 2002. Les Amis de la Résistance... sont, pour rester dans le bicentenaire de Hugo, "une force qui va", avec des propositions, des réalisations.

Les "Amis" de l'Isère et leur direction départementale se sont mobilisés depuis le mois de septembre sur un projet porté jusqu'au bout : le "1^{er} Festival isérois du film sur la Résistance", qui s'est tenu les 4 et 5 mars et qui a bénéficié d'une couverture médiatique importante : *Dauphiné libéré*, journaux municipaux de Grenoble, Echirolles, St Martin-d'Hères, *Isère Magazine*, organe du Conseil Général, *France Bleue Isère*, *Radio Grésivaudan*, *Alpes 1*, *FR3*, *M6*. Preuve que si le sujet est porteur, et l'habillage original et nouveau, la presse en parle. Preuve aussi que nous devons faire un gros effort de communication en contactant directement et plusieurs fois les journalistes. Soulignons que les pouvoirs publics sollicités ont tous répondu, disant l'intérêt pour notre initiative, plusieurs la soutenant financièrement comme le Conseil Général, la mairie de Grenoble, les ministères des Anciens Combattants, de la Jeunesse et des Sports, et de l'Education Nationale. Ce festival, modeste cette année - 3 films projetés sur 5 séances en 2 jours - se voulait un regard un peu différent sur la Résistance. Permettre aux jeunes d'appréhender cette période par le cinéma leur donne la possibilité à eux qui sont d'une génération de l'image de découvrir l'action des résistants autrement que dans les livres, les cours, les expositions. Nous pouvons être heureux du succès de ce mini festival, puisque près de 500 personnes, dont plus de 350 lycéens et collégiens ont assisté aux projections et ont participé aux débats avec des témoins remarquables : Lucie et Raymond Aubrac, Pierre Fugain, Marcel Chadebech.

D'autres projets : L'envie de réunir, avec un thème fort encore à préciser, des grands et moins grands noms de la chanson pour un spectacle grand public, généreux, chaleureux et militant. Sur ce type d'initiative il ne devrait pas y avoir de peine à trouver des partenaires, pouvoirs publics, associations, presse, radio. Voilà une belle aventure à mener, ensemble, résistants et Amis. Encore à réaliser, l'exposition itinérante sur la Résistance de l'ANACR et des Amis, en partenariat avec le Musée de la Résistance et de la Déportation et ses historiens, pour disposer d'un outil moderne permettant d'aller à la rencontre des scolaires.

Bien sûr, nous devons relayer les batailles de l'ANACR, sur la défense des droits des résistants et, particulièrement, concernant le 27 mai, Journée nationale de la Résistance. Tant au niveau national que départemental nous envisageons la création d'un comité de parrainage des élus engagés à nos côtés dans cette revendication. Nous continuerons aussi à dénoncer les négationnistes et les falsificateurs qui voudraient changer l'histoire de la Résistance, la faire oublier, disparaître.

Et puis, nous allons vers la constitution officielle de l'Association Nationale des Amis de la Résistance (ANACR), ayant des statuts, des instances nationales plus étoffées, tenant une assemblée générale de constitution début 2003. Dans les mois à venir nous aurons donc "du pain sur la planche" ou plus justement des batailles à livrer, à poursuivre, à gagner, des bastilles à investir et à prendre.

LOT-ET-GARONNE :

DES VALEURS AU SERVICE DE L'ACTION

Lors de l'Assemblée générale du groupe départemental des "Amis de la Résistance", tenue à Villeneuve-sur-Lot le 10 mars dernier, Jean Masse, secrétaire départemental, a évoqué son activité en en soulignant le sens profond :

Nous devons participer à la connaissance des valeurs de la Résistance et au combat contre les idéologies fascistes, xénophobes, racistes, les intégrismes de toute nature et contre le négationnisme. Les questions se posent alors : quels moyens nous donnons-nous, et que faisons-nous ? Quels objectifs voulons-nous atteindre et avons-nous atteint ceux que nous nous étions fixés ?

Cette Assemblée Générale nous permet de dresser un bilan de nos activités. Ce sont elles qui sont le reflet de la santé de l'association. Une des plus importantes de nos interventions est celle que nous destinons aux jeunes. Cette année encore, des élèves ont pu bénéficier d'un film sur la Déportation puisque c'est le thème du Concours de la Résistance. *Sobibor* tel est le titre du film qui a été projeté dans le lycée et collège d'Aiguillon (400 élèves), le collège de Bon Encontre pour 4 classes, soit 120 élèves, le collège Lomet et Félix Aunac à Agen (200 élèves). A la fin de la projection, il y a eu un dialogue entre les élèves et des résistants.

Sobibor, 14 octobre 1943, 16 heures, est un film de Claude Lanzmann ; Sobibor était le nom d'un camp de concentration polonais où les juifs se sont soulevés contre leurs assassins. Une leçon de vie et d'envie, l'histoire d'un homme qui préfère encore mourir en humain que de laisser son sort entre les mains des nazis.

Des groupes d'Amis s'investissent aussi avec les résistants pour organiser le "Concours de la Résistance" et la remise des prix très importante car elle est une prise de contact avec les lauréats et parfois leur famille. Il sera de plus en plus nécessaire de travailler à faire connaître et à impulser la mise en place de ce concours qui a vu l'année dernière, une baisse de la participation. A cet effet, l'exposition "Jean Moulin" placée dans le collège Chaumié d'Agen continue à circuler dans d'autres établissements de la ville, suivie de la visite de résistants pour répondre aux questions des élèves et témoigner de leur lutte contre le nazisme.

Un deuxième exemplaire de l'exposition est placé dans les établissements de Sainte-Livrade-sur-Lot. Des groupes d' "Amis" ont le projet d'intervenir auprès des élèves des cours moyens à Villeneuve-sur-Lot, Penne-d'Agenais, Saint-Sylvestre, Bon-Encontre. Cette exposition est un outil de qualité qu'il ne faut pas laisser au fond d'une pièce. N'hésitons pas à la mettre en place pour le 8 mai ou toute autre cérémonie, dans une école, un centre culturel une Maison des Jeunes... Elle est un très bon outil pour deux raisons : elle est bien faite et elle met en scène Jean Moulin qui a créé le C. N. R. ce 27 mai 1943.

Plus que jamais notre présence aux manifestations devant les stèles est nécessaire. Les "Amis" participent aux cérémonies nationales mais aussi départementales sur des lieux de combat ; Agen, Saint-Pierre-de-Claire, Castelculier, le Néracais, Houilles, La Torque, Laparade, Eysses, Monbailen, Saint-Jean-de-Thurac, Astaffort, Limon, Monbailen... Notre idée de créer de petits documents d'explication pour chaque site concerné avance, il faudra bien finaliser ce projet d'une grande utilité.

Un projet de voyage à Oradour-sur-Glane est aussi en cours de préparation. Par ailleurs des subventions ont été demandées aux communes les plus importantes du département et au Conseil Général, pour organiser un voyage dans le Vercors, destiné à récompenser les lauréats du Concours National de la Résistance. Ces projets demandent une trésorerie, et pour ce faire, nous avons organisé notre deuxième videgrenier le 9 septembre 2001 à Lavardac.

Un mot sur le pluralisme de notre association, reflet de ce que fut la Résistance. Un discours de Jean Barres retrouvé récemment reprenait ces termes de Pierre Brossolette : "Le socialiste ne demande pas au camarade qui tombe s'il était Croix-de-Feu. Dans l'argile fraternelle du terroir, d'Estiennes d'Orves et Péri ne se demandent point si l'un était royaliste et l'autre communiste. Compagnons de la même libération, le Père Savey ne demande pas au Lieutenant Dreyfus quel Dieu ont évoqué ses Pères. Des houles de l'Arctique à celles du désert, des assaies de France, aux cimetières de sable, la seule foi qu'ils confessent, c'est leur foi dans la France écartelée, mais unanime". Ces paroles éclairent nos efforts pour remettre aujourd'hui les Résistants, ensemble, au service de leurs idéaux de justice et de liberté. Et si nous y réussissons, c'est qu'entre les Français qui ont vécu cela, il s'est créé, malgré tant de diversité, des liens qui font de nous, c'est évident, des privilégiés de la fraternité.

Dans notre association, les "Amis" essaient de faire vivre la démocratie nécessaire à son bon fonctionnement, et s'appuient sur les valeurs de fraternité des résistants.

FUSILLE EN 1943, RECONNU COMBATTANT DE LA RESISTANCE... EN 2002

Hady Bah, d'origine guinéenne, engagé volontaire dans l'armée française en novembre 1939 a été fait prisonnier en juin 1940 et parqué dans un camp à Neufchâteau.

Animé par l'esprit de résistance, il s'évade et dès 1942 avec deux de ses camarades, il fonde le maquis de la Marche au camp de la Délivrance dans les Vosges où il fit se regrouper de jeunes résistants qui étaient pour la plupart réfractaires au STO.

Son autorité, son esprit de décision en fit le responsable de ce maquis pour l'organisation et le ravitaillement et puis il s'efforça de pourvoir à l'armement de 140 hommes ainsi rassemblés.

Cependant, ces résistants furent attaqués par une formation de la Wehrmacht le 13 juillet 1943 et Hady Bath fut ainsi capturé après avoir reçu, en voulant s'échapper, une rafale de fusil mitrailleur.

Il fut atrocement torturé mais il ne fournit aucun des noms de ses camarades de combat. Emprisonné à Epinal, il fut alors fusillé le 18 décembre 1943.

Depuis de longues années, Hubert Mathieu qui combattait aux côtés de ce héros de la Résistance s'est efforcé de faire en sorte qu'un hommage officiel soit rendu à Hady Bah et qu'il obtienne le titre posthume la Médaille de la Résistance.

Pour l'obtention de cette distinction, il est nécessaire que la personne en cause soit titulaire du titre de Combattant Volontaire de la Résistance.

Pour obtenir les titres demandés, Hubert Mathieu s'adressa non seule-

ment au Service Départemental de l'ONAC mais aussi à de hautes personnalités telles que le Président de la République ou le Président du Sénat.

Année après année, il se heurta à des procédés dilatoires et à la fin de l'année 2001 pour soutenir les efforts de notre ami, adhérent dans le département des Vosges, le Secrétaire du Bureau national de l'ANACR s'adressa au Directeur général de l'ONAC, M. Serge Barcellini.

Par une lettre en date du 12 mars 2002, M. Barcellini a indiqué à Jacques Weiller : " J'ai le plaisir de vous faire connaître que la Commission Nationale réunie le 7 mars 2002 a émis un avis favorable à l'attribution à titre posthume du titre de Combattant Volontaire de la Résistance pour M. Bah.

" Par courrier de ce jour, je demande... de procéder... à l'établissement de la carte correspondante et à sa remise aux ayants-droits, ainsi qu'à la communication de cette décision à la Grande Chancellerie de l'Ordre de la Libération pour compléter le dossier nécessaire à l'obtention de la Médaille de la Résistance à titre posthume".

Ainsi, il aura fallu des années de démarches pour qu'un valeureux combattant de la Résistance fusillé en 1943 obtienne... en 2002 la reconnaissance officielle de ses services.

L'issue de cette affaire est tout à fait positive mais il s'agit là encore une fois d'un exemple des difficultés rencontrées pour que justice soit rendue aux résistants, eussent-ils été fusillés pour avoir combattu l'invasisseur nazi.

LA NOUVELLE COMMISSION NATIONALE C.V.R.

Par un Arrêté en date du 6 février 2002 du Ministre de la Défense et du Secrétaire d'Etat à la Défense chargé des Anciens Combattants ont été nommé représentants des combattants volontaires de la Résistance à la Commission Nationale prévue à l'article R.261 du Code des Pensions Militaires d'Invalidité et des Victimes de Guerre :

Deux combattants volontaires de la Résistance représentant les Forces Françaises Combattantes (FFC) :

Titulaires / M. Jean Barataud et M. Jean Joudoux.

Deux combattants volontaires de la Résistance représentant les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) :

Titulaires : M. le colonel Jacques Bizeau et M. Henri Eugène.

Suppléants : M. Louis Cortot et M. Roger Ranoux.

Deux combattants volontaires de la Résistance représentant la Résistance Intérieure Française (RIF) :

Titulaires : Mme Jacqueline Pardon et M. Paul de Ronne.

Parmi les nouveaux membres de la Commission figurent deux membres du

Bureau national de l'ANACR : Louis Cortot et Roger Ranoux.

La Commission en sa nouvelle composition a été réunie le 7 mars dernier et a dû faire face à l'examen de plus de 200 dossiers en raison de la mise en sommeil pendant une longue période de cet organisme.

Nous souhaitons vivement que les conditions d'une étude des dossiers soient améliorées mais il faut souligner que le travail de la Commission Nationale serait grandement simplifié et l'examen des demandes réalisé de la façon la plus équitable possible si dans chacun de nos départements une Commission départementale correspondante était en état de fonctionner, ce qui à l'heure actuelle est loin d'être le cas.

Le 3 janvier 2001, le précédent Secrétaire d'Etat chargé des Anciens Combattants, M. Jean-Pierre Masseret, écrivait à notre association :

" Examen des dossiers de CVR : « Il est certain que la paralysie de certaines commissions départementales reconstituées insidieusement une nouvelle "forclusion de fait". Le Directeur des Statuts, des Pensions et de la Réinsertion Sociale veille à remplacer les membres de ces commissions défaillantes le plus souvent à cause de l'état de santé de certains de leurs membres; pour que les choses soient claires, je lui demande d'envoyer une circulaire aux services concernés, leur prescrivant de toujours maintenir les commissions départementales en état de traiter les dossiers déposés ».

Il est hautement souhaitable que ces prescriptions deviennent des réalités. Il est temps, grand temps que des mesures efficaces soient prises pour que chacune et chacun de ceux qui ont accompli des services de résistance reçoivent le titre de reconnaissance que leur engagement leur a fait mériter.

NOMINATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OFFICE NATIONAL DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE (ONAC)

Par Arrêté du Secrétaire d'Etat à la Défense chargé des Anciens Combattants en date du 25 mars 2002, la composition du Conseil d'Administration de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre a été renouvelée.

Dans le 2^e collège parmi les personnalités nommées au titre du conflit 1939/1945 figure Jacques Weiller, Secrétaire du Bureau National de l'ANACR et, par ailleurs, archiviste au Bureau National de l'U.F.A.C.

La réunion d'installation du nouveau Conseil d'Administration a eu lieu le 11 avril à Paris, au Cercle National des Armées de Terre, de Mer et de l'Air en présence de M. Jacques Floch, Secrétaire d'Etat à la Défense chargé des Anciens Combattants qui le préside.

Au cours de cette réunion ont été élus les deux vice-présidents : M. Jean-Jacques de Bresson et M. Jacques Goutat.

Ont en outre été élus les membres des différentes commissions :

- La Commission des Affaires Générales et Financières

- La Commission Mémoire et Solidarité

- Le Collège de l'œuvre nationale du Bleuet de France

- La Commission d'attribution des subventions pour l'équipement des véhicules automobiles des amputés et invalides de guerre.

- La Commission des recours en cas de refus d'un secours.

- La Commission supérieure des soins gratuits.
- La Commission du label "Bleuet de France"
- La Commission chargée de la répartition des subventions d'action sociale aux associations.
- La Commission nationale du diplôme d'honneur de porte-drapeau.

Blén qu'il ait trop souvent subi au fil des années le poids des exigences des gouvernements successifs et qu'ainsi des entorses aient été portées au principe de la parité entre les représentants des associations et ceux de l'autorité administrative, " l'Office National des Anciens Combattants est depuis l'origine le grand service social du Monde Combattant. En associant de manière paritaire l'Administration et les organisations représentatives des anciens combattants et victimes de guerre, il participe à la mise en œuvre du droit à réparation, il développe le devoir de solidarité et le devoir de mémoire.

" L'ONAC exprime la spécificité du monde combattant, son maintien modernisé est une nécessité dans la France d'aujourd'hui alors que les anciens combattants et victimes de guerre représentent encore avec l'arrivée de nouvelles catégories plusieurs millions de ressortissants".

L'ANACR reste très attachée aux organismes chargés de mettre en œuvre le droit à réparation et, par conséquent à l'ONAC et suivra avec attention l'activité utile de cette institution.

M. JACQUES FLOCH ET LE 27 MAI

Queques personnalités ayant exprimé leur opposition à l'institution d'une Journée Nationale de la Résistance fixée au 27 mai, nous avions adressé à M. Jacques Floch, Secrétaire d'Etat à la Défense chargé des anciens Combattants, sous pli personnel, l'éditorial du n° de mai-juin 2001 de notre journal.

Le ministre a répondu au rédacteur de l'éditorial, qui avait agi à-t-il-qualités de membre de la direction nationale de l'A.N.A.C.R. Sa réponse ne manque pas d'intérêt. Mentionnons ses paragraphes essentiels :

" Des associations comme la vôtre souhaitent que soit institutionnalisée la date du 27 mai comme date unique de commémoration. Certes, la Résistance n'est pas née en 1943, puisque dès juin 1940 des Français ont refusé de se résigner à la défaite, le général de Gaulle à Londres, Jean Moulin à Chartres et bien d'autres encore ont pris alors des initiatives, qui se sont progressivement étendues et fédérées. Il n'en reste pas moins que la date du 27 mai 1943 est chargée de symbole puisque ce jour a été créé le Conseil national de la Résistance sous l'impulsion de Jean Moulin, qui regroupait huit grands mouvements (Combat, Libération, Franc-tireur, Front national, OCM, Ceux de la Résistance, Ceux de la Libération et Libération-Nord), six partis politiques (Parti communiste, SFIO, Parti radical, Alliance démocratique, Fédération républicaine et Démocrates populaires) et deux syndicats (CGT, CFDT - 1 -).

Je suis favorable à l'approfondissement de la politique suivie jusqu'à ce jour en direction des établissements d'enseignement primaire et secondaire, qui consiste à faire étudier des textes incarnant les valeurs de la République. Il conviendrait d'instituer une journée pédagogique, la " Journée de l'esprit de résistance ", en liaison avec le ministère de l'Education Nationale, qui favoriserait le lien intergénérationnel entre les témoins-acteurs de la Résistance, tant qu'ils sont encore vivants, et les jeunes concitoyens.

Il est en effet indispensable de donner en exemple à la jeunesse l'engagement de ces femmes et de ces hommes au service des valeurs de la Nation, de la République, de la démocratie et des droits de l'Homme contre la barbarie nazie, dans un contexte particulièrement tragique de l'histoire nationale".

Certes, il ne s'agit pas encore d'une décision qui d'ailleurs relève d'échelons supérieurs au secrétariat d'Etat, mais du moins peut-on considérer cette réponse comme une ouverture dans la bonne direction, elle appuie très fortement l'un des objets de la Journée Nationale que nous demandons en reprenant l'idée qui présida à la rédaction de la circulaire souvent citée de Mme Ségolène Royal, circulaire diffusée alors qu'elle était chargée des enseignements, et que semblent malencontreusement ignorer certains inspecteurs d'Académie qui considèrent probablement sans fondement une telle orientation gouvernementale, alors qu'elle avait, comme l'écrit M. Jacques Floch, pour but " de donner en exemple à la jeunesse l'engagement de ces femmes et de ces hommes au service des valeurs de la Nation, de la République, de la Démocratie et des droits de l'Homme contre la barbarie nazie..."

Cette lettre est un encouragement à l'action que nous développerons sous la nouvelle législature. Ci-dessous, nous publions de nouveaux appuis.

1 Rectification : il s'agissait de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, dont la C.F.D.T. est une transformation très postérieure à la Libération.

27 MAI : NOUVEAUX APPUIS DEPUTES

Ardeche

- M. Stéphane ALAIZE (Groupe Socialiste -SOC)

Cher

- M. Yann GALUT (SOC)

Côtes-d'Armor

- Mme Danièle BOUSQUET (SOC)

Drôme

- M. Henri BERTHOLLET (SOC)

Gironde

- M. Jean VALLEIX (Rassemblement pour la République - RPR)

Pas-de-Calais

- Mme Catherine GENISSON (SOC)

Haute-Vienne

- Mme Marie-Françoise PEROL-DUMONT (SOC)

SENATEURS

Calvados

- M. René GARREC (Républicains et Indépendants - R.I.)

Côtes-d'Armor

- M. Claude SAUNIER (Groupe Socialiste -SOC)

Dordogne

- M. Bernard CAZEAU (SOC)

- M. Xavier DARCOS (Rassemblement pour la République - RPR)

Vaucluse

- M. Alain DUFAUT (RPR)

- M. Claude HAUT (SOC)

CONSEILS REGIONAUX

Dans sa session du 15 mars 2002, le Conseil régional de Bourgogne s'est prononcé en faveur de l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai. Cette demande a reçu aussi l'appui de M. René GARREC, président de la Région Basse-Normandie, de M. Alain RAFESTHAIN, président de la Région Centre, de Mme Michèle EYBALIN et de MM. Gérard BERTRAND, Thierry CORNILLET et Hervé MARITON, Conseillers régionaux de la Région Rhône-Alpes, de Mme Mireille VOLPATO, conseillère régionale d'Aquitaine.

CONSEILS GENERAUX

Les Conseils généraux de la Drôme et de la Nièvre se sont eux aussi prononcés en faveur de l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai. revendication aussi appuyée par MM. Bernard CAZEAU, président du Conseil général de Dordogne, Jean-François MANCEL, président du Conseil général de l'Oise, et Claude HAUT, président du Conseil général de Vaucluse.

N.B. Dans notre prochain numéro, nous publions la dernière liste des députés de cette législature ayant appuyé notre demande ; ainsi que celle de nouveaux conseillers régionaux et généraux, de nouvelles municipalités ayant fait de même. Nous demandons aux Groupes départementaux d' " Amis de la résistance (ANACR) " et aux Comités départementaux de l'ANACR de nous faire aussi parvenir, avec les photocopies des lettres d'appui ou des délibérations, les noms omis ou les nouveaux appuis recueillis.

L'ANACR EN DEUIL

LE GENERAL ROBERT CASSO (Suite de la page 1)

Ancien ingénieur des mines d'Alès, officier de réserve du Génie, affecté au début de la guerre à la ligne Maginot, le général Robert Casso rejoignit la France libre. Engagé dans la guerre secrète des réseaux de la France combattante puis dans les FFI, il combattit ensuite dans la 1^{re} Armée, restaurant les installations du génie militaire à Metz. Affecté en Indochine de 1950 à 1952, il servit en Algérie où il sut maintenir ses troupes dans la discipline et contribuer à l'échec du Putsch en 1961. Chargé par la suite de la réorganisation des sapeurs-pompiers de Paris, il en fit une brigade moderne, apte à faire face à toutes ses missions. La retraite venue, il devint maire du XVII^e arrondissement de Paris.

Le général Casso était titulaire de la Légion d'Honneur, de la Médaille de la Résistance et de la Croix de Guerre.

LA VIE DE L'ASSOCIATION

SAONE-ET-LOIRE

Le 15 décembre dernier s'est tenue l'assemblée générale du comité de Chalon-sur-Saône. Le président par intérim Guy Gaultier souhaita la bienvenue aux représentants du bureau départemental : la coprésidente Lucie Renoud-Grappin, le secrétaire général René Chappet et son adjoint Roger Bernigaud.

Un instant de recueillement fut observé à la mémoire des quatre camarades disparus au cours de l'année.

Puis Guy Gaultier présenta les activités du comité depuis la dernière assemblée : d'abord en compagnie de Marcel Calandre : visite à ses prédecesseurs : M.M. Chauville et Rochet ; tournée chez les adhérents pour entretenir les liens de camaraderie et d'amitié ; participation aux réunions du Comité Directeur de l'ANACR, du Comité d'Entente Résistance-Déportation, aux cérémonies de commémoration à Ouroux, La Madeleine et Montcoy ; contacts épistolaires avec les maires des 20 communes des trois cantons de Chalon pour les sensibiliser aux objectifs poursuivis par les anciens résistants et solliciter leur soutien moral et financier à nos actions ; préparation de la Journée nationale de la Résistance le 27 mai organisée à l'école Jean-Moulin, en collaboration avec le directeur M. Gilard, et le député-maire Dominique Perben, lequel a apporté publiquement son soutien.

Après l'accident de Marcel Calandre le 14 avril et sa disparition, les membres du bureau demandèrent à Guy Gaultier d'assurer l'intérim de la présidence et à André Renaud de prendre la relève de M. Labouriaux comme porte-drapeau.

Ils ont donc représenté l'ANACR à la cérémonie de l'école Jean-Moulin le 26 mai, aux obsèques de plusieurs camarades, aux cérémonies de Brancion, du bois de Marloux, de la libération de Tournus, à Chalon, à Authumes et le 11 novembre à Chalon.

Après le rapport d'activité, Guy présenta les comptes.

Ces deux rapports (activité et financier) sont adoptés à l'unanimité. Pour terminer, l'assemblée renouvela le bureau pour 2002 : président : Guy Gaultier, vice-présidents : Georges Bonjour et Robert Mugnier, secrétaire : Raymonde Gaultier, suppléante : Denise Calandre, trésorier : Daniel Courtois (" Ami " de l'ANACR).

HERAULT

Le Comité Jean-Moulin (Section Béziers-Saint-Pons) de l'ANACR a été particulièrement actif durant l'année 2001.

Entre le 10 et le 20 février, il a rencontré le ministre Jean-Claude Gissot (alors candidat à la mairie de Béziers), les députés Alain Barrau et Bernard Nayral pour leur soumettre une motion demandant l'évocation de la Résistance et du 27 mai dans les écoles. Ils ont approuvé cette revendication et l'ont transmise à M. J.P. Masseret alors Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants.

Le 12 mars, un entretien avec Mme Lapeyre, Conservateur du Musée du Biterrois, a permis de mettre au point certains détails concernant l'aménagement de la salle réservée à la Résistance à Béziers et dans ses environs. Pendant 10 mois, les dons et les témoignages ont afflué dans son bureau ; elle a agencé de façon remarquable quatre vitrines. Son départ à la retraite ayant interrompu les travaux, une rencontre doit avoir lieu avec son successeur.

Le Comité a aussi été présent à diverses cérémonies, notamment le 7 mars : hommage aux anciens maires et à Jean Moulin, le 27 avril : hommage aux déportés, le 8 mai : anniversaire de la capitulation allemande, le 7 juin : cérémonie à Fontjon et au mur des fusillés, le 17 juin : commémoration de l'appel du général de Gaulle et hommage à Jean Moulin, le 4 juillet : commémoration du bombardement du Pech Gausselet, le 14 juillet : participation aux cérémonies officielles et le 22 août : commémoration de la libération de Béziers. Pour l'an 2002, les objectifs du comité sont en priorité l'obtention que le 27 mai soit commémoré à Béziers par un dépôt de gerbe au monument Jean Moulin et dans les écoles, collèges, lycées par des cours sur l'histoire de la Résistance, et faire que soient des travaux au Musée du Biterrois pour qu'enfin, la salle " les années noires à Béziers " s'ouvre au public.

(D'après les informations de Ginette Simorre cf. Notre Résistance-Hérault)

AINSE

Le 24 mars dernier, dans la salle d'honneur de la mairie de Folembray a eu lieu l'assemblée générale de l'ANACR et des " Amis de la Résistance ", en présence notamment de Mme Anne Ferreira, députée européenne, conseillère générale du canton de Saint-Quentin-centre, de M.M. Jacques Desallangre, député de l'Aisne et maire de Tégny, Jean-Claude Dumont, conseiller général du canton de Coucy.

Après l'adoption du procès-verbal de l'assemblée 2001, une minute de silence fut observée à la mémoire des disparus depuis la dernière assemblée.

Le président départemental, Gaby Portemer, fit le rapport d'activité de l'an 2001, rappelant les 85 sorties de l'année : participation aux cérémonies patriotiques à l'occasion des commémorations, cérémonies de remise de médailles et de diplômes d'honneur, inaugurations des monuments, participation aux journées de la déportation, au Concours de la Résistance organisé par l'association et d'autres occasions.

Jacques Varin, responsable national des " Amis de la Résistance ", affirma la volonté de voir instituer une Journée nationale de la Résistance célébrée le 27 mai, jour anniversaire de l'unification de la Résistance au sein du CNR réalisée par Jean Moulin selon le souhait du général de Gaulle (ou un jour scolaire proche de cette date) pour que soient transmises aux jeunes générations l'information sur la Résistance, sur ses valeurs, son idéal, son combat.

Jacques Weiller, secrétaire du Bureau national de l'ANACR, rappela que " Les " Amis de la Résistance " combattent pour un certain nombre de valeurs qui nous ont été communes dans notre combat pour que notre pays retrouve sa liberté ".

Puis abordant les prochaines échéances électorales, il souligna que " l'ANACR ne donne pas de consignes de vote, mais, tient à mettre en garde contre ceux qui développent des thèses racistes et xénophobes, idées que nous avons de tous temps combattues ".

Enfin, il conclut : " On doit veiller à l'union et à l'unité du mouvement combattant, pour pérenniser la mémoire des événements auxquels nous avons participé ".

Puis l'assemblée participa ensuite à des dépôts de gerbes aux monuments aux morts, et sur les sépultures de plusieurs héros de la Résistance, avec la participation de la fanfare municipale de Folembray, et les drapeaux des anciens combattants.

Après un vin d'honneur offert par la municipalité de Folembray, représentée à cette assemblée par un adjoint au maire, un repas fraternel réunit les congressistes.

LOIRE-ATLANTIQUE

Joseph Fraud était instituteur à Treillières pendant l'occupation nazie. Fidèle à son idéal, il s'est engagé très vite dans la lutte pour la libération du pays dans les rangs du Front National clandestin dont il devint, fin 1943, responsable interrégional dans les départements de Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Vendée, Vienne et Deux-Sèvres. Capitaine FTP, il participa activement à de nombreuses actions et notamment à la préparation et à l'évasion de détenus du camp de Rouillé, en juin 1944, juste avant son arrestation par la Gestapo et à sa déportation en Allemagne. Il fut décoré de la Médaille de la Résistance en 1947.

Au retour des camps de concentration, il reprit sa vie militante, syndicale et politique, et son combat pour la défense des valeurs républicaines et démocratiques. Dans son métier d'instituteur, il fut un ardent défenseur de la rénovation du système éducatif. C'est en présence des enfants, du personnel, de nombreux parents et élus, et d'une foule d'invités, que l'école Joseph-Fraud a été inaugurée le 6 avril à Treillières.

M. Jacques Floch, Secrétaire d'Etat, honoraire cette cérémonie de sa présence, et Louis Tardivel, président départemental, représentait l'ANACR.

Gisèle Giraudeau-Fraud, sœur de Joseph Fraud, également résistante et déportée, était entourée de l'épouse et du fils de Joseph Fraud. Elle a brièvement, avec la directrice d'école et le maire de la commune, rappelé la mémoire de son frère qui " aujourd'hui aurait certainement dénoncé tous les génocides, la haine, la violence des hommes contre d'autres hommes et de nations contre d'autres nations, en appelant à la vigilance contre la résurgence d'idées xénophobes, racistes et fascistes ".

ARDECHE

Près d'une centaine de personnes, Résistants, " Amis de la Résistance " et Invités ont participé le 6 avril dernier à Vogué au Congrès départemental de l'ANACR de l'Ardeche, en présence de Camille Pradet, membre du Bureau national, représentant la direction nationale de l'ANACR.

Le président départemental, Henri Lebrat, présenta un rapport court mais dense, mettant notamment l'accent sur la nécessité de recruter des " Amis de la Résistance (ANACR) ". Puis, après la lecture du rapport financier faisant apparaître une gestion saine et un bilan positif, René Monteréal, vice-président départemental, évoqua notamment la revendication d'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai, le Concours de la Résistance et de la Déportation dont le nombre de participants a progressé de 331 en 2001 à 454 en 2002, et la pose de plaques explicatives - financées par le Conseil général - devant les monuments de la Résistance.

Le vice-président Raoul Galateau intervint sur le devoir de mémoire, signalant qu'une importante manifestation aura lieu en octobre, pour le 10^e anniversaire de la création d'un musée de la Résistance au Teil ; il informa aussi de l'édition à 85.000 exemplaires, sous l'égide de l'ONAC, d'un dépliant consacré aux lieux de mémoire de la Résistance en Ardeche.

Au terme d'une riche discussion, le nouveau bureau départemental fut élu, incluant deux " Amis de la Résistance ".

Puis Camille Pradet, délégué national, conclut les travaux, en insistant sur la nécessité de développer les efforts de recrutement des " Amis de la Résistance " et la bataille du 27 mai, et en informant sur la préparation du prochain Congrès national.

ALPES-MARITIMES

Le comité de Nice et Vallées de l'ANACR a tenu son assemblée générale le 3 mars dernier, avec la participation de Roger Faure, président départemental de l'ANACR, membre du Bureau national, de M.M. Biancotto, président de l'UFAC des Alpes-Maritimes, Izard, président du CAR, Conso et Anfosso, de la FNDIRP, Odru du CUR...

Dans son rapport d'ouverture, Virgile Pasquetti, président du comité, devait souligner l'actualité de la Résistance, toujours bien vivante, illustrant son propos par de nombreux exemples vécus dans le département. Tous témoignèrent de la nécessité d'apporter toujours plus de clarté sur cette période de l'Occupation, tandis que certains s'efforcent encore de banaliser les choses, voire de nier l'existence des camps de concentration ou des chambres à gaz.

" Nombreux, très nombreux, sont les gens, surtout les jeunes, qui ne savent pas, ou savent peu sur le pourquoi et le comment la Résistance est née, a grandi et, en définitive, a joué un rôle capital dans les combats de la libération du pays ".

Evoquer le passé, glorifier les martyres, certes, mais avant tout, mettre en valeur les enseignements de cette période historique. C'est en ce sens que la Résistance est toujours bien vivante aujourd'hui.

L'assemblée de l'ANACR de Nice aborda aussi la revendication de l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai. Dans les Alpes-Maritimes, déjà 5 parlementaires ont répondu favorablement à cette demande : M.M. Aschieri, Salle, Estrosi et Guibal, députés, ainsi que M. Ginesy, sénateur, président du Conseil général.

A l'issue de son assemblée générale, l'ANACR de Nice et Vallée procéda à l'élection de son conseil qui comprend notamment : Virgile Pasquetti, président, Henriette Dubois, secrétaire, Maryse Beccatini, trésorière, René Lang, vice-président et porte-drapeau.

Le 23 mars suivant s'est réuni l'AG du comité ANACR de Menton et de ses environs sous la présidence de Maria Joli, présidente du comité, et en présence notamment de Roger Faure, président départemental, de M. Dental, vice-président de l'UDAC.

Victor Spozio, secrétaire, fit le bilan de l'année écoulée, durant laquelle, en 32 séances de 2 h furent contactés 900 élèves des lycées et collèges de Menton, Roquebrune, Sospel, Breil, Beausoleil, Monaco stade. Ce qui permit de constater que les jeunes, surtout des terminales, étaient très intéressés, beaucoup de questions étant posées auxquelles les résistants ont répondu.

PAS-DE-CALAIS

L'ANACR du Pas-de-Calais a tenu son congrès départemental bisannuel le dimanche 24 février 2002 à Lens, capitale de la région minière.

Les travaux furent ouverts par le président Raymond Vigreux. Après la minute de séance honorant les disparus et les souhaits de bienvenue de Pierre Blaret, président du comité local, et du président Vigreux au nom du comité départemental, André Bernard, trésorier, a donné l'état des comptes auxquels, par la voix de Robert Brozey, la commission de contrôle financier donna quits.

Le rapport moral de la secrétaire Raymonde Brunel rappela le devoir de mémoire qu'il nous appartient de léguer aux " Amis de la Résistance (ANACR) ". Elle insista sur le combat toujours à mener, sans faiblesse, contre les négationnistes et les organisations néo-nazies qui se développent en Europe.

Pierre Blaret souligna l'importance du devoir de mémoire, la nécessité de faire reconnaître comme Journée nationale de la Résistance le 27 mai et rappela la Résistance efficace des cheminots du P.D.C. pendant l'Occupation, les nombreuses représailles qu'ils ont eu à subir. Il exalta ensuite le rôle des travailleurs du bassin minier, la grève patriotique des 100.000 mineurs et la terrible suite qu'elle entraîna pour nombre d'entre eux. Il évoqua ensuite l'arrestation à Lens et ses environs de 528 Juifs le 11 septembre 1942, soulignant que très peu étaient revenus de déportation, et proposa qu'une importante manifestation en leur souvenir ait lieu cette année du 60^e anniversaire à Lens.

Michel Duval et Grégory Picart s'exprimèrent pour les " Amis de la Résistance (ANACR) ". Le trésorier remercia Grégory Picart, auteur du livre sur la Résistance locale " Les Citoyens de la liberté ", qui remit un chèque au Comité sur le produit de la vente de son ouvrage.

Au cours de la réunion, M. Jean-Claude Bois, député, adjoint au Maire de Lens et " Ami de la Résistance (ANACR) " prit place au bureau.

Une motion rappelant notamment la nécessité de contribuer à l'enseignement de la Résistance en incitant les jeunes à participer au Concours National sur la Résistance et la Déportation, présentée par Marcel Roger, fut votée à l'unanimité.

Parmi l'assistance, on notait la présence de Marcel Barrois, président de l'Association Mémoires et Cultures de la région minière, membre de l'ANACR, de Robert Vansteenkiste, président départemental de la FNDIRP et de Emile Fournier-Elipot, président du comité d'Arras de la même association, tous deux membres de l'ANACR, de M. Michel Haute, président des Gardes d'Honneur de Lorette, " Ami de la Résistance " ainsi que de M. Baudart, président de la coordination des anciens combattants de Lens. Enfin une délégation alla déposer une gerbe au monument aux morts de la ville de Lens.

SOMME

L'Assemblée générale de la section ANACR de Saint-Bliment s'est tenue le 1^{er} décembre 2001, en présence de M.M. Vincent Peillon, député de la Somme, Claude Loisel, maire de Saint-Bliment, Alfred Comte, président cantonal des APG-CTAM, Firmin Demonchy, président des ACPG-CATM de Nibas, Hubert Quilliot, maire honoraire de Boismont, membre du Comité départemental, de Mme Loisy-Jarnier, présidente d'honneur du Comité départemental et de M.M. Bernard Fleury, secrétaire du Comité départemental, et Bruno, vice-président.

Après que Mme Lucienne Forestier-Gaillard ait salué les personnalités présentes, et demandé d'observer une minute de recueillement en souvenir des disparus, elle rappela toutes les activités de l'année écoulée, notamment la participation à la manifestation anniversaire de " l'opération Jéricho ", à la cérémonie du Fort-Mahon pour le 60^e anniversaire de la traversée de la Manche par cinq jeunes partis en canoë rejoindre l'Angleterre, dont un survivant était présent, à celle de Saint-Bliment tandis qu'une délégation est présente dans le bois de Cambron pour assister à une cérémonie à la mémoire de trois résistants torturés et fusillés.

Après quits donné au trésorier, le bureau a été élu, avec comme présidente : Lucienne Forestier, vice-présidents : Bernard Fleury et Jacques Desodt, secrétaire : François Caudron et secrétaire-adjoint : Hubert Quilliot.

ISERE

Près de 200 délégués ont participé au Congrès départemental de l'ANACR de l'Isère tenu à Poncharra le 9 mars dernier, en présence de nombreux invités, parmi lesquels M.M. Gilbert Biessy, François Brottes, Richard Cazenave et Michel Destot, députés, Mmes Françoise Gerbier et Eliane Giraud, conseillères régionales, Mme Christine Crifo, représentant le président du Conseil général de l'Isère, M. Charles Bichi, maire de Poncharra et vice-président du Conseil général, Mme Tosoloni, 1^{re} adjointe au maire de Poncharra.

On notait aussi la présence de représentants de l'ANACR de Haute-Savoie et Savoie, d'associations d'anciens combattants : Marcel Beyron (FNDRP), Mme Ceveytch (UMAC Fort Barraux), Christian Dubois (FOR), Jacques Guy (UMAC Poncharra), Henri Rey (Médailles de la Résistance-UFAC), d'associations amies : Thérèse Cousin, professeurs d'Histoire-Géographie, Jean-Jacques Préjan " Ras l'Front ", Raoul Vignette, membre du Bureau national, représentait la Direction nationale de l'ANACR.

Après l'ouverture des travaux par Gabriel Madeva, co-président départemental, qui présida le congrès, les participants écoutèrent avec émotion la lecture par Alfred Rolland d'un message de René Mouchet, secrétaire départemental, éloigné par la maladie. Puis le congrès fut salué par M. Charles Bichi, maire de Poncharra, fils de résistant savoyard, qui évoqua le rôle de la Résistance dans sa ville.

Ensuite, le président départemental Pierre Fugain rappela le choix fondamental fait il y a près de soixante ans par ceux qui décidèrent de lutter pour la dignité et la liberté de la France en résistant à l'occupant mais aussi par ceux qui se mirent à son service. Un choix que certains tentent aujourd'hui d'obscurcir : " Victor Hugo disait que notre histoire est une galerie de tableaux où il n'y a que peu d'originaux et beaucoup de copies. C'est vrai pour la Résistance. Il y a les faux grossiers des négationnistes et des nostalgiques de Pétain, mais il y a aussi, plus agaçantes qu'importantes mais finalement néfastes, des copies avantageusement retouchées. Celles de plume plus soucieuses de vendre leurs bouquins que de respecter nos valeurs, celles de partis ou de chapelles pour récupérer un tantinet notre gloire et nos morts, celles de militaires pour normaliser, troufioniser la Résistance et en faire une guerre politiquement correcte, etc. Le seul tableau authentique de la Résistance c'est celui d'une armée insurgée, rebelle, exaltée et guère différenciée du peuple dont elle est issue, d'une armée de mutins dont l'arme principale était d'aimer la liberté, d'une armée tant militante que militaire, fondamentalement républicaine et antifasciste... "

Puis Alfred Rolland présenta le rapport d'activité depuis le congrès précédent tenu à Rives en avril 2000, retraçant longuement l'activité des différents comités locaux, en soulignant l'apport des " Amis de la Résistance " à leur vie. Il évoqua aussi le rôle irremplaçable du journal " Résistance Isère ", la lutte pour faire valoir les droits des résistants, la participation de l'ANACR au Jury du Concours de la Résistance et de la Déportation, la bataille pour l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance, soutenue par de nombreux élus isérois.

Martine Peters, présidente départementale des " Amis " assura les résistants en conclusion de son intervention : " Les Amis de la Résistance " sont les gardiens, les porteurs, les relayeurs de votre flamme, ... Et André Clément, trésorier départemental, présenta le rapport financier.

Les congressistes entendirent ensuite Jean-Claude Duclos, conservateur du Musée de la Résistance et de la Déportation, qui insista sur la nécessité de faire connaître ce musée afin de transmettre les valeurs constantes de la Résistance. François Brottes, député de Poncharra, qui rappela que, dans un monde " où la bête immonde ne s'est éteint jamais ", le devoir de mémoire, c'est d'abord un devoir de vigilance.

Raoul Vignette, représentant du Bureau National, devrait conclure : " Oui chers camarades, nous avons encore du travail devant nous. Mais cela ne doit pas nous effrayer outre mesure, en particulier dans votre département où les " Amis " de l'ANACR font la preuve qu'après nous ils seront là pour défendre les valeurs de la Résistance, mais je crois qu'il convient de préciser que le temps presse. Les décès, les maladies, de plus en plus créent des vides. Le prochain congrès de Nevers va examiner comment les " Amis " vont prendre la relève... "

VAUCLUSE

Comme chaque année, après la commémoration de la fusillade du 29 janvier 1944 où, trois jeunes résistants furent abattus par les Allemands, les anciens résistants de Valréas ont tenu leur assemblée générale en présence du président départemental Robert Arnaud.

Après une minute de silence demandée par le président du comité local Jean Rousson à la mémoire des disparus, Jean Coutton donna lecture du compte-rendu financier, préparé par Louis Barthe, qui mit en évidence l'activité du comité : participations avec gerbes à de nombreuses commémorations Sud-Drôme - Nord Vaucluse, documentation fournie aux établissements scolaires en vue du Concours National sur la Résistance et la Déportation.

Jean Coutton donna quelques informations touchant la dernière réimpression du livre " 12 juin 1944, 53 fusillés à Valréas ", augmentée de photos et qui a été presque entièrement financé par une subvention du Conseil général en 2001.

SAVOIE

L'ANACR de Haute-Tarentaise a tenu, en présence de M.M. François Francesconi, secrétaire départemental, Robert Perrier, président des " Amis " et Joseph Borinato du bureau de Moutiers son assemblée générale.

Après une minute de silence, le président Justin Miedan insista sur le devoir de mémoire, la défense des idéaux de la Résistance, sans haine et sans rancune, la nécessité de se méfier de la propagande " moderne " des groupes et partis qui profanent le nom de la Résistance.

Pour ne pas oublier, les cérémonies sont nombreuses. Une réflexion est engagée à l'échelon national pour instaurer une journée du civisme général sur le rôle de la Résistance dans les luttes multiformes pour la libération de la France, le 27 mai.

Le rapport financier, présenté par René Blanc, témoignait de la bonne santé des comptes. Après l'élection sans changement du bureau, on insista sur le devoir de mémoire, surtout chez les collégiens. Un repas fraternel termina la journée.

COTES-D'ARMOR

Le Comité du Trégor de l'ANACR et des " Amis ", (121 résistants et 37 " Amis ") a tenu son assemblée générale à Tréguier le 9 décembre dernier sous la présidence de Thomas Hillion, président départemental et membre du Conseil National de l'ANACR. Etaient présents M.M. Michel Bataille, conseiller général du canton de Tréguier et maire de Plouguil, Toularastel, maire de Tréguier, Le Calvez Jean, maire de Minihy-Tréguier, Michel Le Saint, maire de Plougrescant, Rémi Le Goff, maire de Camlez, Jean Le Roy, maire de Langoat. Après la minute de silence, Pierre Le Berre, président du Trégor, présenta le rapport moral et d'activité. Puis Thomas Hillion, trésorier, présenta le rapport financier, voté à l'unanimité.

Pierre Martin, président départemental des " Amis ", appela à intervenir auprès des élus pour appuyer la Journée nationale de la Résistance, à recruter le plus possible d' " Amis " et à débaptiser les rues Alexis-Carrel.

NOS DEUILS • NOS DEUILS • NOS DEUILS

Chaque mois, les comités de l'ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération.

La Direction nationale de l'association et les comités adressent aux familles et amis des disparus, leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Suzanne POMMIES (Pyrénées-Atlantiques)
Fin 1942, à 20 ans, Suzanne Pommies découvre la Résistance à l'occasion d'un acte symbolique ressemblant à un canular : les autorités de Vichy s'approprient à inaugurer en grande pompe une statue de Jeanne d'Arc au Mas d'Agenais (47), le petit groupe des Jeunes Communistes auquel elle appartient subtilise la statue et la cache dans un fossé. Elle est arrêtée avec 11 autres (dont Pierre Pommies, son futur mari), puis condamnée à 3 mois de camp. A la sortie de cet internement, elle rejoint le maquis le plus proche, le groupe Hugues, de l'AS, lui-même renforcé par un groupe voisin, dirigé par son père. Elle sera agent de liaison. Son groupe participera aux combats de la libération du Lot-et-Garonne. Suzanne travaille aussi à l'organisation du Front Unit des Jeunes Patriotes pour préparer l'insurrection nationale. En 44-45, elle organise, avec l'Union des Femmes Françaises (UFF), la collecte de vivres pour les combattants du Médoc. Après la guerre, elle est institutrice, son mari, Pierre, professeur, tous deux à Agen. Membre de l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance (ANACR) du Lot-et-Garonne depuis sa création, elle rejoint le comité des Pyrénées-Atlantiques en 1998, en devient la vice-présidente, puis la présidente, et est élue au Conseil National. Suzanne Pommies était titulaire de l'Ordre National du Mérite.

Maurice CHOQUET, Jean VACHERON, Marcel JOLY (Jura)

En 1927, Maurice Choquet fut reçu le 6 juin 1944 au concours d'entrée à l'Ecole Normale de Lons-le-Saunier. Mais, le 11 juillet 1944, avec plusieurs camarades, il est arrêté, alors qu'il est agent de liaison d'un maquis local (mouvement " Combat " ?), et envoyé en camp de concentration à Neuengamme. En mai 1945, lors de l'évacuation des camps devant l'avance alliée, après une longue marche forcé, les survivants sont entassés dans la cale de cargos à quai dans le port de Lübeck, qui seront bombardés par erreur par l'aviation anglaise. Maurice est retrouvé à la surface de la mer agrippé à une planche, plusieurs milliers de ses camarades se noyant. Rapatrié le 21 mai, il reprit ses études puis fut nommé instituteur. Président départemental de la FNDRP dès 1953, membre du comité directeur et vice-président départemental de l'ANACR, il était président du Comité de liaison et d'action de la Résistance et de la Déportation du Jura depuis 1973, membre du Conseil d'administration du Musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon. Maurice Choquet était Officier de la Légion d'honneur.

Disparu dans sa 80^e année, Jean Vacheron était en 1940 journalier à la SNCF. En 1942, réfractaire au STO, il s'intègre dans la Résistance : à Combat et aux MUR. Arrêté en 1944 en tant que communiste, avec un groupe d'Arboisais par la police de Vichy, il est déporté à Dachau.

Militant antifasciste dès 1934, communiste, Marcel Joly était entré en Résistance et avait rejoint les FFI-FTP.

Roland BARRET (Hautes-Pyrénées)
Né Jean-Barnes, Président d'honneur du Comité et son président actif de 1948 à 1998 n'est plus. Engagé dans la Résistance depuis 1941 (Libération Sud, Front National), il était le dernier survivant du Comité départemental de Libération. Après la Libération, Roland Barret fut élu conseiller municipal de Tarbes et responsable syndical. Il apporta son concours à l'UDAC ainsi qu'à des associations du monde combattant (UDAC, Comité départemental de la Résistance, Amis du Musée de la Déportation et de la Résistance), autant de structures dont il était le vice-président respectivement. Roland Barret, Combattant Volontaire de la Résistance, était Chevalier de la Légion d'Honneur et médaillé de la Résistance.

Victor VANKEISBELCK (Nord)
Disparu dans sa 78^e année, Victor Vankeisbelck, ancien des Auberges de la Jeunesse, ancien membre des Jeunes Communistes, résistant membre de l'ANACR, était titulaire de la Médaille militaire.

Robert LANDIER (Aisne)
Né à Château-Thierry le 7 juin 1906 dans une famille ayant fait l'Aisne annexée par la Prusse en 1871, Robert Landier avait été mobilisé le 1^{er} septembre 1939. Fait prisonnier le 22 juin 1940 dans les Vosges et envoyé dans un stalag de Thuringe, il est rapatrié comme agriculteur mais, israélien, il doit se cacher dans l'Inde où il est contacté par la Résistance et en février 1944, il entre dans l'AS. Nommé lieutenant sous le nom de Robert, il participe à de nombreuses opérations, prenant part instamment à la première libération de Châteauroux, assurant la liaison entre maquis et état-major. Le 25 août 1944, il capture un officier et trois sous-officiers allemands et s'empare de précieux documents. Blessé en opérations deux jours plus tard, il est évacué et soigné à l'hôpital de Châteauroux où il régalait sa ville natale pour reprendre ses anciennes activités. Il était Chevalier de la Légion d'Honneur au titre de la Résistance et décoré de la Médaille militaire.

Maurice NILES (Seine-Saint-Denis)
Maurice Niles, décédé à l'âge de 81 ans, résistant de la 1^{ère} heure, fut arrêté le 11 janvier 1944 et emprisonné à Pontoise, puis enfermé dans les camps d'Aincourt et de Voves, d'où il s'évada et devint Commandant FTP dans la région de Bordeaux. Elu de la municipalité de Drancy, il en devint maire en 1959 et fut député jusqu'en 1986. L'un des principaux artisans de l'édification en 1976 du Mémorial de Drancy, Châteaubriant-Voves, Président du comité ANACR de Drancy et membre du comité départemental de Seine-Saint-Denis, il était Officier de la Légion d'Honneur et Médaille de la Résistance.

Albert OUBRAYRIE (Lot)
Président du comité cantonal ANACR de Bretenoux, disparu à l'âge de 90 ans, Albert Oubrayrie, démobilité, avait créé un corps franc début 1943. Ami d'Henri Thiamier et de Georges Lancel, avait participé notamment avec ce dernier à plusieurs opérations. Secrétaire de mairie, il régularisa la situation des réfractaires au STO et celle de tous ceux qui avaient besoin de se cacher. Le 6 juin 1944, informé de la présence d'un convoi de ravitaillement à destination de la garnison allemande d'Aurillac, il participa avec son groupe à son attaque : 3 Allemands furent tués et 6 capturés, tandis qu'un résistant était tué. Il avait été membre du Comité de Libération à Cahors en charge des questions de ravitaillement.

Jean-Marie GELIN, Pierre BARON, Jean-Louis MOUCHOUX, Max PRABEL (Saône-et-Loire)

Engagé dans la Résistance, d'abord comme secrétaire, Jean-Marie Gelin disparaît dans sa 78^e année, avait rejoint début juin 1944 le maquis Sibérien Vauxrenard. Immédiatement affecté au groupe franc, il participe à de nombreuses actions, sabotages, attaques de harcèlement, parachutages, puis prend part à la libération de Lyon avec sa formation, le 4^e bataillon du 6^e régiment du Rhône.

Pierre Baron, né en 1923, fut agent de la mission Armada auprès d'André Jarrot, puis lieutenant FFI, chef de section au maquis de Corlay (Nantais), il participa aux combats de la Libération à Laives, Sennecy-le-Grand et Chalon-sur-Saône. Il était chevalier de la Légion d'Honneur, officier de l'Ordre National du Mérite, médaillé militaire avec palme, Croix de guerre 1939-1945, Croix de guerre des TOE avec 5 citations, Croix de la valeur militaire.

Jean-Louis Mouchoux, né en 1925, était entré dans la Résistance fin 1943 au groupe sédentaire de Buxy. Après l'assassinat de son frère par le Gestapo, il rejoignit au printemps 1944 le maquis du " Camp des Loups " à Collognes-en-Chorailles. Après les exécutions de 7 patriotes " au bois de Marange " le 27 mai 1944, il partit au maquis d'Uchon, qui serait attaqué le 16 juin 1944 par les Allemands. Sérieusement blessé, soigné, il rejoignit le camp " Jean Pierson " à Collonge. A la Libération, il s'engagea pour la durée de la guerre et, le 15 janvier 1945, il rejoignit le 4^e bataillon de Choc, et participa à la campagne d'Alsace et à l'occupation en Allemagne. Il était décoré de la Médaille militaire, de la Croix de guerre avec étoile de Vermeil, de la Médaille des blessés, de la Croix du C.V.R.

Max Prabel avait rejoint le 8 juin 1944 le maquis de Cruzille au sein duquel il participa à toutes les opérations : parachutages, sabotages, attaques sur la RN6, libération de Mâcon. Engagé au 4^e bataillon de Choc, il fit l'objet le 25 mai 1945 d'une citation comportant l'attribution de la Croix de guerre avec étoile d'argent. Le comité ANACR de Saône-et-Loire déplore aussi la disparition de Paul COLIN qui, en 1944, avec son père et ses trois frères, rejoignit le maquis de l'Aranson et le 4 septembre participa à la libération de Tournus, ainsi que celle de Prosper FEYEU, qui rejoignit les FFI du maquis du Mâconnais où il participa à plusieurs sabotages de trains et autres actions. En 1944, arrêté avec trois autres résistants, il réussit à s'échapper de justesse à la mort.

Yvan SZAFRANSKI (Haute-Savoie)
Yvan Szafranski, ancien du corps-franc AS, a disparu à l'âge de 84 ans. " Vaincre ou mourir " telle fut sa devise en 1940 quand il s'arrêta, en sentinelle avancée avec son fusil-mitrailleur, un fort détachement nazi. Il reçut 2 citations à l'ordre de l'armée, croix de guerre, 2 blessures. Blessé ensuite dans le secteur de Soissons, évadé dans divers hôpitaux, pour échapper aux Allemands, il s'évada et rejoignit Sallanches. Affecté au 27^e BCA, il s'engagea, dès la dissolution du bataillon, dans la Résistance et participa à la Libération. Puis affecté au bataillon des Glières, il participa à la bataille de Saint-Pierre-d'Albigny les 24 et 25 août 1944.

L'ANACR de Haute-Savoie déplore aussi la disparition de Rémy COL FUY, ancien de 1939-1940 et de la Compagnie FTP 93.04 " Patrouille Blanche " et titulaire de nombreuses et hautes décorations, de Raymond LACROIX, ancien combattant de Narvik, ancien FFI-FTP, de Georges BERTOLA, ancien FFI-FTP.

René PABOIS (Loire-Atlantique)
Membre du Comité National de l'ANACR, René Pabois, Trésorier du Comité ANACR de Saint-Nazaire, décédé le 8 mars. N'ayant pas accepté " l'étrange défaite ", la honte de la capitulation et l'occupation du pays, il était entré en résistance au sein du Front National, et s'engagea très tôt dans les rangs des FTP. Il prit part à de nombreuses actions contre l'ennemi jusqu'à la libération du pays, et notamment celle de la poche de Saint-Nazaire en mai 1945.

Pierre CHAMBON (Haute-Loire)
Avec le décès, le 11 janvier, de Pierre Chambon, ancien maire de la ville de Brioude, le comité de l'ANACR vient de perdre l'un des trois membres de sa présidence. Il était également président de l'amicale (affiliée à l'ANACR) des Anciens de la Résistance et du Maquis du secteur de Brioude, et vice-président du comité départemental d'Alsace, de la Résistance et de la Déportation, ainsi que président de l'Association du Musée de la Résistance Joseph-Homénédé, de Frugières-le-Pin. Il avait participé, notamment aux combats du Mont-Mouchet. Ancien enseignant, il était chevalier de la Légion d'Honneur.

Henri ARNAUD, Alexis DELOUSTAL (Hérault)
Le Comité départemental ANACR de l'Hérault déplore la disparition de deux de ses dévoués membres : celle d'Henri Arnaud, " Tintin " dans la Résistance, ancien cheminot et ancien du groupe " Revanche " du commandant Crevon des maquis du Mont-Mouchet, et celle d'Alexis Deloustal, ancien résistant, chevalier de l'Ordre national du mérite.

José IGUINEZ (Aude / Guérilleros)
Décédé à l'âge de 85 ans, José Iguez avait combattu dès 1936 dans les rangs des forces armées républicaines espagnoles contre Franco et ses alliés nazis et fascistes. Après avoir connu les camps de concentration de l'Est en France, il entra dans la Résistance et fut l'un des premiers guérilleros de l'Aude.

Raymond SIDOIS (Corrèze)
Entré en Résistance à l'AS en début de l'année 1943, il participa très activement à la continuité du premier maquis de l'AS en basse Corrèze. Le 15 novembre, ce maquis fut attaqué par une compagnie allemande venue de Limoges, 18 maquisards furent massacrés par les nazis et 17 autres furent arrêtés et déportés en Allemagne. Raymond Sidois fit partie des rescapés de l'attaque et il regroupa ce qui restait du maquis et continua le combat jusqu'à la libération de la Corrèze le 21 août 1944.

Guy LAMOUROUX, André DELAYRE, Jean-Louis LARENAUDIE, Gabrielle BOISSERIE (Dordogne)
Né en 1924, évadé des Chantiers de Jeunesse 24 heures après son incorporation, Guy Lamouroux gagna en février 1944 les maquis du Lot-et-Garonne implantés à Lusignan-Petit et Prayssas, participant à de nombreuses actions, tant à Casteljalloux qu'à Damazan et Langon. Ayant souscrit à la libération un engagement pour la durée de la guerre, il fut intégré au sein de la Brigade légère " Garonne ", et par la suite versé au 8^e Dragons avec lequel il effectua la campagne d'Alsace et l'occupation de l'Allemagne, où il fut démobilisé le 9 novembre 1945. Cité à l'ordre du Régiment pour un acte de bravoure accompli face à l'ennemi, il était titulaire des Croix de Guerre, du C.V.R., du Combattant et de la Médaille commémorative 39-45.

André Delayre, décédé à 180 ans, s'était engagé dans la Résistance au début de 1944 dans un groupe constitué à Sainte-Croix-de-Beaumont. Il rejoindra le 6 juin les groupes venus au sein du bataillon Jack, après la libération de Villeneuve-sur-Lot et Agen, puis continua le combat au sein de la 2^e DB et fut démobilisé en novembre 1944. En 1944, Jean-Louis Larenaudie entra en contact avec la Résistance et rejoignit un groupe de FTPP au camp de la Richarde, près de la Rochelle. Il participa à plusieurs actions dans la région de Saint-Pierre-de-Chignac puis vers Terrasson sur la RN. 89 lorsque le groupe s'installa sur les hauteurs de Montignac jusqu'à la libération de Périgueux.

Disparue à l'âge de 90 ans, Gabrielle Boissérie était l'épouse d'Edouard Boissérie, condamné en 1941 aux travaux forcés à perpétuité pour s'être livré à des sabotages dans une usine aéronautique travaillant pour la machine de guerre nazie et qui fut déporté à Dachau. Interdite de travail, Gabrielle ira se fixer à Tarbes, ville où son mari était détenu. Elle en profita pour animer une filière d'évasion d'enfants juifs vers l'Espagne. Edouard transféré à Eysses, elle s'impliqua dans l'action - hélas sans succès - pour faire évader les détenus pour faits de résistance. L'ANACR de Dordogne a aussi été affectée par la disparition de René DENUEL, qui appartint au groupe Leduc de Beaumont et participa à la libération de Bergerac, Langon, Bordeaux puis combattit sur le front du Médoc à Pointe de Grave, de Louis André NOZIERES, au parcours exemplaire au sein de la Résistance PTT puis FTPP et était titulaire des Croix C.V.R., de Guerre avec Palme et de la Médaille militaire, de Jean-Louis LAMOUROUX, qui fut du groupe AS de Thenon, d'Emilien PASSIE.

CORSE : LE PREMIER DÉPARTEMENT FRANÇAIS LIBÉRÉ

La Corse est italienne, la Corse est une île plus pure, des plus authentiques, des plus nobles terres de l'Italie... L'Italie ne sera pas véritablement unifiée tant qu'elle n'aura pas la Corse...¹ C'est en ces termes que l'hebdomadaire italien de Livourne, *"Il Telegrafo"*, affirme en 1930 l'une des revendications inséparables du régime fasciste que Mussolini a instauré en 1923. "Corsica a Noi!", ("La Corse à nous!"), sera avec "Savoia a Noi!", et "Nica a Noi!"², un des slogans leitmotivs des discours ultra-nationalistes du Duce jusqu'au début de la Seconde Guerre Mondiale.

Pour justifier ses revendications, le régime fasciste italien avance tout à la fois l'italianité – qu'affirme à Rome un "Comité de propagande pour la Corse" – de la culture et de la langue corse, en relativisant ou niant leur spécificité, le caractère relativement récent de l'établissement de la souveraineté française sur l'île par son achat à la République de Gênes en mai 1768³, occultant des siècles de résistance corse à la domination pisane puis génoise, ainsi que des nécessités géostratégiques.

La défaite de la France en juin 1940, à laquelle l'Italie avait déclaré la guerre le 10 juin, à la faveur de la percée des troupes nazies passées à l'offensive le 10 mai précédent, va conduire, après l'armistice franco-allemand, à un armistice franco-italien signé le 24 juin, dont les dispositions seront très en deçà des ambitions mussolinistes : les troupes italiennes ne peuvent s'installer que dans les 80.000 hectares de territoire français – peuplés de 30.000 habitants, essentiellement à Menton – qu'elles occupent alors : la Corse échappant ainsi à la mainmise italienne.

Seule conséquence des dispositions de l'article 6 de la Convention franco-italienne d'armistice, la base navale d'Ajaccio, devra être neutralisée jusqu'à la fin du conflit anglo-italien. Cependant, pour contrôler la mise en œuvre de cette convention d'armistice, les Italiens vont installer en Corse "une délégation Marine sous les ordres de l'amiral Mengotti, spécialement chargée de contrôler la délimitation de la base d'Ajaccio, une commission mixte pour le contrôle de la Corse, sous les ordres du colonel Fantoni, à Ajaccio, un comité central d'assistance aux ressortissants italiens à Bastia, coiffant des comités locaux à Ajaccio, Porto-Vecchio et Corte"⁴. Des organismes qui n'auront de cesse de tenter d'étendre le champ d'application de la Convention d'armistice, notamment en ce qui concerne l'ensemble des défenses militaires de l'île, manœuvres auxquelles le plus souvent l'administration pétainiste finira par céder.

Le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord le 8 novembre 1942 aura pour conséquence sur le continent l'invasion de la zone sud non occu-

pée de la France par la Wehrmacht le 11 novembre 1942, le débarquement le même jour en Corse d'un corps expéditionnaire italien qui atteindra bientôt 80.000 hommes, lesquels seront rejoints en juillet 1943 dans l'île par des troupes allemandes fortes de 7 à 10.000 hommes, dont une des tâches sera de sécuriser le repli des forces nazies – notamment la 908 Panzer (20.000 hommes) – évacuées de Sardaigne.

La Résistance Corse

Dès l'été 1940, la résistance corse tant au régime de Pétain qu'aux velléités annexionnistes de l'Italie s'est manifestée dans les milieux les plus divers. Ainsi, en juillet 1940, le commandant Pietri a appelé à la constitution d'une "Légion corse" afin de défendre l'île, et a diffusé un tract dans lequel on peut lire : "La Corse n'est pas à vendre, la Corse n'est pas à donner, la Corse de Sampiero, la Corse de Paoli et des Cinquarini ne s'est donnée qu'une fois, elle s'est donnée à la France".

Ce même mois de juillet 1940, le parti communiste se réorganise dans la clandestinité. De l'été 1940 à l'été 1941, diverses réunions vont ainsi avoir lieu, notamment à Ajaccio et Bastia, entre divers militants, futurs dirigeants de la Résistance Corse, tels Jean-Baptiste Angeli, Raoul Benignini, Maurice Choury, René Défendini, Jean-Baptiste Fusella, Arthur Giovoni, Robert Guidicelli, Pierre Pagès, Joseph Tramoni, Simon-Jean Vinciguerra, François Vittori et bien d'autres. Début 1941, le 11 janvier, Pierre Georges – alias "Fredo", le futur colonel Fabien – vient en Corse pour trois semaines afin d'aider à la formation à la lutte clandestine.

Envoyé en Corse en avril 1941 par Londres, Fred Scamaroni rencontre le 21 juin 1941 Paul Giacobbi. Sa visite et ses contacts vont être à l'origine de la formation du réseau F.F.L. "Action R2 Corse". A l'automne 1941, Scamaroni revient d'une seconde fois en Corse, puis à nouveau le 7 janvier 1943, avec pour objectif d'unifier la Résistance corse ; ce sera la mission "Sea Urchin". Dans ce cadre, il rencontrera ce mois de janvier 1943 Arthur Giovoni, Nonce Benielli et Jean Nicoli, dirigeants du Front National, lequel s'est structuré et renforcé après le débarquement italien du 11 novembre 1942.

Depuis le 14 décembre 1942, envoyée depuis Alger, était présente sur l'île la "Mission Pearl Harbor", commandée par le Dr Roger de Saulle et débarquée par le sous-marin "Casabianca", lequel avait aussi convoyé un émetteur et 60 mitraillettes.

Dans son ouvrage, *"Tous bandits d'honneur"*, Maurice Choury a retracé le développement des mouvements de Résistance corse : "Le Comité de Vigilance, dissous à l'arrivée de la Commission d'armistice italienne, se reconstitue sous le nom d'Association des Patriotes Corses : c'est ce noyau qui donne naissance à l'organisation 'Combat' en juillet 1941, après la venue d'un délégué continental de ce mouvement".

"Combat" commence à se ramifier et prend contact avec François Giacobbi et Raimondo en juillet 1942, avec le Front National en décembre 1942.

En septembre-octobre, un groupe "Franc-Tireur" se constitue à Levie, autour de Pierre-Louis Benetti et Jules-Alexandre Rocca-Serra, tandis que dans la région de San-Giovanni-di-Garbini, le commandant Pietri poursuit ses efforts pour consolider son organisation.

"Le Front National est déjà le mouvement de Résistance le plus répandu dans toutes les régions

de l'île, et de loin le plus fort dans le Sarténais, la Casinca, l'arrondissement d'Ajaccio et Bastia"⁵. L'année 1943 va être cruciale pour la Corse, malgré l'arrestation le 17 mars par l'O.V.R.A. – la Gestapo italienne – de Fred Scamaroni, et son suicide en prison deux jours plus tard ; la répression fasciste et la lutte contre les forces d'occupation feront d'autres victimes : André Giusti et Jules Mondoloni tombent au combat le 17 juin, Jean Nicoli et Jérôme Santarelli sont arrêtés le 27 juin, le 18 août Pierre Griffi est exécuté, Jean Luiggi et Michel Bozzi le seront le 30 août. Cette répression était la conséquence du développement de la Résistance corse : dès le 30 novembre 1943 avait été lancé un appel appelant à manifester contre l'occupant, afin de commémorer le décret du 30 novembre 1789 par lequel l'Assemblée constituante de la République avait fait droit à la demande – présentée au nom du peuple corse – des députés corses de voir leur île faire volontairement partie de la France. Par la suite, les manifestations populaires d'hostilité aux Italiens et d'attachement à la France se multiplient : à Corte le 4 mars 1943, à Bastia du 22 au 24 mars (révolte lycéenne), le 30 mai à Ajaccio (2000 manifestants)...

Le 6 février 1943 avait eu lieu un autre débarquement d'armes (450 mitraillettes Sten et 60.000 cartouches) envoyé depuis Alger par la France libre à la Résistance corse, grâce au sous-marin "Casabianca", lequel débarquera encore les 5 et 6 septembre suivants des équipements antichars. Auparavant, il avait amené le 4 avril 1943 dans l'île le successeur de De Saulle envoyé par Alger, Paul Colonna d'Istria qui, prenant acte de la réalité de la structure de la Résistance corse, intégrera son principal – et de loin – mouvement, le "Front National", dont il devient avec Maurice Choury, Arthur Giovoni, Henri Maillet et François Vittori l'un des principaux dirigeants.

Comme sur le continent, parallèlement au développement des réseaux urbains, de renseignement, de propagande et de combat, la Résistance corse va aussi s'organiser dans des maquis, particulièrement actifs dans les régions de Petreto-Bicchisano et de Levie, et dont les chants sont sans ambiguïté, telle la "Sampiera", hymne du Front National clandestin, composée en novembre 1943 par Jean Nicoli et Toni Ogliastri :

"Ritti Corsi! Corsi Ritti!
"Siamu Corsi e francesi!
"Ritti Corsi! Corsi arditi,
"Morti, morti à lu Lucchesi"⁶

La capitulation italienne face aux alliés le 8 septembre 1943, et la tentative de prise de contrôle de l'île par les Allemands vont instaurer une bonne nouvelle : ce même 8 septembre, les dirigeants du Front National en Corse lancent un appel à l'insurrection.

La Libération de la Corse

"Dresser des obstacles et embuscades contre les Allemands" ouvrir le feu sur leurs véhicules, empêcher leurs déplacements, les exterminer par tous les moyens", tel est l'un des mots d'ordre de l'Appel aux armées lancé à Ajaccio le 8 septembre par le Front National clandestin, alors même que partout dans l'île les patriotes – 12 à 15.000 combattants – sont passés à l'action et ont supplanté les administrations vichystes.

⁵ Maurice Choury : pages 28 et 29, 1959

⁶ Debut Corsi! Corses debut!

"Soyons Corses et Français!"

"Debut Corsi! Corses hardis!"

"Mort, mort aux Italiens!"

Dès le 9 septembre, Eugène Macchini a été placé à la tête de la municipalité d'Ajaccio auprès du Préfet Pellaletti – qui va devoir s'effacer – tandis qu'est installé un Conseil de préfecture composé d'Arthur Giovoni, Henri Maillet, François Vittori, Maurice Choury et Paul Colonna d'Istria ("Césari"), dont le premier acte est de proclamer le ralliement de la Corse à la France Libre. A Bastia, une municipalité issue de la Résistance dans laquelle entre Simon Vinciguerra, est mise en place, et la Résistance s'assure du contrôle de la ville. A Sartène, le comité local du Front National désigne un sous-préfet patriote. La libération par la Résistance corse d'Ajaccio et de son port va permettre le débarquement le 13 septembre de troupes de la France Libre envoyées d'Algérie : 1^{er} bataillon de choc commandé par Gambiez, puis 1^{er} régiment de Tirailleurs marocains, spahis, éléments d'artillerie et de génie. Au total 3150 hommes et 400 tonnes d'armes. C'est le début de l'opération "Vésuve".

L'Armistice italien du 8 septembre a placé les forces italiennes de Corse devant un double ultimatum : celui des Allemands, qui exigent leur désarmement, et celui que leur a transmis Colonna d'Istria : prendre clairement position pour ou contre la Résistance. Pour l'essentiel, les troupes italiennes vont se ranger dans le camp des Alliés par l'accord franco-italien du 21 septembre.

Abandonnant l'Ouest de l'île, les Allemands vont concentrer leurs forces sur l'axe Bonifacio – Bastia et la côte Est, essentiels pour l'évacuation de leurs forces de Sardaigne vers l'Italie ; le 14 septembre, ils s'assurent du contrôle de Bastia, tandis que du 10 au 19 septembre, dans le sud de l'île, autour de Levie, une bataille les oppose aux résistants corses qui y participent en nombre.

Les troupes de la France libre, renforcées et placées sous le commandement du général Henri Martin, appuyées et guidées par la Résistance corse vont aussi mener de durs combats contre les forces nazies, dont la Brigade SS "Reichsführer". Le 30 septembre 1943, le col de San Stefano est enlevé, les tabors marocains, le 2 octobre les troupes françaises prennent le col de Teghime, le 4 octobre Bastia tombe. Les Allemands auront perdu dans les combats 450 tués, 600 blessés et 400 prisonniers, les Italiens ont eu 637 tués et 557 blessés, les Forces Françaises Libres 75 tués et 239 blessés, les résistants corses 70 tués et 300 blessés ; la 90th panzer a perdu en Corse une centaine de chars. Le 8 octobre 1943, sur la place du Diamant, à Ajaccio, chef lieu du premier département français libéré, le général de Gaulle rendra hommage aux patriotes corses en ces termes : "Ils auraient pu attendre que la victoire des armes réglât heureusement leur destin. Mais ils voulaient eux-mêmes être des vainqueurs".

REEDITION DE VERCORS

Les éditions Omnibus publient en un volume les œuvres quasi complètes de Jean Bruiller, c'est-à-dire de Vercors, l'auteur de l'inoubliable *"Silence de la mer"*, qui donna lieu à la création par l'auteur, sous le pseudonyme de Vercors, des clandestines "Editions de Minuit", en février 1942.

On trouve dans ce volume d'autres œuvres de Vercors : *"La bataille du silence"* – ouvrage indispensable à qui veut bien connaître l'action de l'auteur et de ses équipes sous l'Occupation, *"Les animaux dénutrés"*, *"La marche à l'Etoile"* etc.

Rappelons que Vercors, quoique peu actif dans l'association, fut membre de l'A.N.A.C.R. jusqu'à sa mort et président d'honneur du comité départemental de Seine-et-Marne. Fils d'un immigré hongrois, venu en France à pied en 1880, il n'était, avant l'Occupation, aucunement écrivain, mais dessinateur. Ses contacts rapides avec l'Intelligence Service ne lui suffirent heureusement pas. Il devint... Vercors.

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration 79, rue St-Blaize, 75020 Paris

REDACTION - ADMINISTRATION 79, rue St-Blaize, 75020 PARIS Tél. : 01.44.60.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS e-mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS France..... 8,38 € Etranger..... 9,15 € Abonnement de soutien..... 12,20 € Le numéro..... 1,52 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD Le gérant : Jean FREIRE Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 1 155 D 73

Imprimerie Multi Inco Pro 3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris Tél. : 01.40.03.96.60

L'ANACR EN DEUIL : MAURICE CAMUSET (suite de la page 1)

A une circulaire administrative de la SNCF questionnant : "Êtes-vous Juif ? Êtes-vous communiste ? ", il répondit, bien que n'étant ni l'un ni l'autre, "mettez que je suis Juif et communiste !" Cet acte de Résistance – car cela en était un – était un refus de l'arbitraire et de l'injustice, et un acte de solidarité avec les victimes de persécutions.

Les premiers actes de résistance, c'est aussi l'écoute de la radio de Londres, la lecture des journaux clandestins trouvés dans les vestiaires des Ateliers, où il va inscrire solitairement et furtivement, à la craie bleue utilisée par les ouvriers, "Vive la France", "Vive la Liberté", "A mort Hitler". Bientôt, ce seront ses premières initiatives – tout aussi individuelles – de sabotage : de la lime de fer mise dans les boîtes à huile des essieux de roues de wagons ; initiative qu'imitèrent bientôt quelques copains.

Et puis, à l'hiver 1942-1943, disant avoir appris son activité résistante, un certain "Jacques" (Henri Jeanson), vint le voir pour lui proposer d'être partie prenante d'un groupe de France-Tireurs et Partisans Français, en formation à Romilly. Maurice rejoignit ainsi les FTFF, avec plusieurs de ses copains des Ateliers de Romilly, prenant le pseudonyme de "Ariel". Puis dans le titre de l'ouvrage "Ariel ou la vie de Shelley". Ainsi parallèlement au cheminot Maurice Camuset, continuant à effectuer légalement son travail aux Ateliers, le FTP "Ariel", matricule 3060, participait aux premières actions organisées de sabotage dans la région de Romilly, ou participait avec Gisèle à de périlleux transferts de matériel clandestin.

Victime d'une dénonciation, Maurice connut l'arrestation par les Allemands. Seule la maîtrise de soi qu'il montra lors des interrogatoires et celle dont fit preuve son épouse permirent à Maurice de tromper les nazis qui l'interrogeaient et à sortir de ce mauvais pas. L'alerte avait été chaude mais n'empêcha pas Maurice de reprendre ses activités résistances.

En avril 1944, quittant la vie légale et sa famille, Maurice gagna la ferme dite "de Varsovie", à quelques kilomètres d'Anglure, dans la Marne. Puis, ce sera le départ pour la Forêt de la Tracogne, étape avant l'intégration au maquis de Rigny-la-Nonneuse, fort de plus de 120 hommes, divisé en 3 détachements de 4 groupes de 10 hommes chacun. "Ariel" c'est-à-dire Maurice, sera le chef du 1^{er} groupe du 2^d détachement. Le 14 juin, le maquis, attaqué par les nazis, se disperse vers d'autres poches de résistance. Maurice rejoint d'abord le maquis de Saint-Mards-en-Othe, au moment où celui-ci est à son tour attaqué, puis le maquis de Bouilly, où il restera jusqu'au 22 août, date du début de la marche libératrice des maquis vers Troyes. Le 26 août, c'est la libération de Sainte-Savine, puis celle de Troyes ; et la joie des retrouvailles avec son épouse Gisèle. Une joie mêlée de tristesse, car ils ont appris la mort de plusieurs amis et camarades de Résistance.

La libération de l'Aube achevée, ce sera l'incorporation dans le 106^e R.I., des manœuvres dans l'Yonne, le camp de Châlons-sur-Marne, le 2^d bureau de l'état-major, puis, du 15 novembre au 15 décembre 1944, l'Ecole spéciale d'officiers de Sainte-

Menehould d'où Maurice sortira sous-lieutenant, avant d'être nommé...sergent instructeur, victime par là d'une des premières discriminations frappant les Résistants. Le 16 février 1945, il est démobilisé.

Le combat résistant de Maurice Camuset illustre toutes les formes de la Résistance auboise : celle, individuelle, non organisée, des premières inscriptions anti-allemandes tracées à la craie, celle des "légaux", celle des groupes armés urbains, celle des maquis, et même celle qui se poursuit dans les rangs de l'Armée de la France libérée. Il connut la dénonciation, l'arrestation, les revers tragiques, les combats victorieux et la joie de liberté retrouvée.

Après sa démobilisation et avoir repris son travail à la SNCF, Maurice sera élu secrétaire des F.U.J.P. de Romilly. Dès lors, il se consacra à la défense des valeurs de la Résistance, parallèlement à un engagement citoyen que traduit son élection en 1947 comme conseiller municipal de Romilly, et qui se poursuivra comme maire de la cité de 1949 à 1984.

Elu au Bureau National de l'ANACR lors du congrès de Vichy en 1994, Maurice Camuset était un militant actif et responsable de l'association dans l'Aube, dont il avait été l'un des principaux artisans de la création du Comité de Romilly en 1956 et dont il était devenu coprésident départemental en 1979, avant d'être élu au Conseil national en 1982.

La volonté de voir pérenniser les idéaux de la Résistance et le combat mené par l'ANACR, s'est traduite par la participation de Maurice Camuset au jury départemental du Concours de la Résistance et de la Déportation, par l'attention accordée dès leur création au développement des "Amis de la Résistance (ANACR)".

Le rôle de Maurice Camuset dans la Résistance fut reconnu par ses camarades résistants et du monde combattant de l'Aube, qui le portèrent à la présidence de l'Union locale de Romilly et à la vice-présidence de l'U.D.A.C., par les responsabilités qui lui furent confiées départementalement et nationalement dans l'ANACR, par les distinctions de Chevalier de la Légion d'honneur et de Chevalier de l'Ordre National du Mérite qui lui furent décernées.

LE SITE INTERNET DE L'ANACR EST EN LIGNE

● Il peut être consulté aux adresses suivantes :

- <http://www.anacr.com>, <http://www.anacresistance.com>, <http://www.amiresistance.com>

● Les adresses de courrier électronique sont les suivantes :

anacresistance@wanadoo.fr, amiresistance@wanadoo.fr, journaldelaresistance@wanadoo.fr